

Protéger « quoi qu'il en coûte » ?

Dans plusieurs lettres adressées aux députés et aux sénateurs ([voir ici](#)), nous avons relevé beaucoup d'incohérences et d'erreurs dans la gestion de la crise de la Covid 19 par le gouvernement. Une gestion que l'on peut qualifier de catastrophique. Malgré nos demandes répétées, et les parlementaires n'ayant pas été en mesure d'exiger un débat contradictoire, nous avons été amenés à conclure qu'il s'agit en fait, non pas d'une crise sanitaire, mais d'une crise de civilisation consécutive à une perte des valeurs démocratiques et éthiques sous l'emprise d'un système pathocratique ([voir ici](#)). Derrière les erreurs et les incohérences apparentes se cache en réalité une gestion délibérément orientée. Ceci explique qu'il ne soit jamais question d'agir sur les causes possibles de la pandémie (développement des zoonoses, fuite de laboratoire), ce qui nécessiterait

- de stopper la destruction des écosystèmes et donc changer notre modèle économique basé sur un capitalisme financier prédateur et destructeur de l'environnement (dégradation de l'alimentation, pollution majeure de la terre, de l'eau, de l'air, des océans...)
- d'interdire les recherches en laboratoire sur les gains de fonction ([voir ici](#))

Puisque nous entrons dans l'ère des pandémies ([voir ici](#)), et si le gouvernement voulait vraiment protéger les français « quoi qu'il en coûte », ces questions devraient être au cœur des débats pour les présidentielles d'avril 2022. Or il n'en est rien.

De plus, considérant que la pandémie de la Covid 19 est en fait une syndémie ([voir ici](#)), c'est-à-dire une situation où un virus vient toucher un organisme fragilisé par l'âge ou des comorbidités (cancer, maladie cardio-vasculaire, diabète, obésité), si le gouvernement voulait vraiment protéger les français, il mènerait depuis longtemps une politique de prévention et de promotion de la santé (ce d'autant plus que les cancers et les maladies cardio-vasculaires entraînent une mortalité bien supérieure à celle provoquée par les maladies infectieuses). Ce n'est pas le cas.

Comme le montre Pierre Meneton (chercheur à l'INSERM) dans son livre (2018 Pourquoi l'Etat joue avec votre santé), tout ceci pointe l'importance mise sur une gestion managériale de la santé au détriment de la santé de la population et de la lutte contre les principales causes de mortalité et de morbidité (ce qui impliquerait bien sûr une remise en question de notre modèle économique néo-libéral).

Si le gouvernement prenait soin de la santé mentale des français, il y aurait une incitation au développement des compétences psycho-sociales dès l'enfance et du sens critique, à la gestion du stress, au travail sur l'esprit par la réflexion philosophique ou par la prise en compte des besoins existentiels. Ce n'est pas le cas ([voir ici](#)). L'enseignement est devenu un marché selon les termes du cabinet McKinsey qui, décidément, infiltre de nombreuses sphères de l'Etat ([voir ici](#)).

Comme le souligne Pierre Meneton, loin de l'idée d'un Etat providence, « nous avons plutôt affaire à une organisation totalitaire au service des intérêts économiques qui se préoccupe très peu du bien-être de la population et nous mène, les nouvelles technologies aidant, vers le cauchemar décrit de main de maître par Georges Orwell ». Autrement dit, un système pathocratique dénoncé par certains députés européens ([voir ici](#)), le CSAPE ([voir ici](#)) ou encore par l'enquête du Grand Jury menée par un juge et un groupe d'avocats internationaux pour présenter toutes les preuves disponibles de crimes contre l'Humanité commis lors de la gestion de la crise Covid 19 ([voir ici](#)).

Ce système pathocratique mène une politique délibérée de destruction générale de la planète, du vivant, de la société avec le clivage entre vaccinés et non vaccinés. La jeunesse est fortement impactée par la crise de la Covid 19 alors que la mortalité des moins de 25 ans a baissé en 2020 par rapport à 2019 (ils sont peu concernés par les formes graves de la maladie).

Le système de santé est également une cible de ce système pathocratique : démantèlement de l'hôpital, dénigrement des médecines traditionnelles, médecins empêchés de prescrire, professionnels de santé utilisés comme cobayes pour inciter le reste de la population à la vaccination. Enfin, l'identité de l'espèce humaine est menacée depuis qu'elle fait l'objet de manipulations génétiques avec la création de chimères en laboratoire ([voir ici](#)).

Nous évoluons ainsi vers une société de contrôle, ce qui est l'objectif caché d'une oligarchie. Pour que le système pathocratique puisse dérouler cet agenda, il lui faut donc de maintenir les citoyens dans l'ignorance, les infantiliser, les maltraiter, les culpabiliser, et tester une soumission toujours plus grande des esprits.

Et comme la perversité de ce système ne doit pas être révélée au grand jour (un gouvernement ne peut pas reconnaître ouvertement que la gestion de la crise a été délibérément orientée), toute opposition à cet agenda caché doit être censurée ou discréditée (par exemple qualifiée « d'extrême-droite » ou de « délire complotiste »). C'est la stratégie habituelle de diffamation qui consiste à émettre un jugement pour décrédibiliser les opposants et éviter d'avoir à répondre aux questions gênantes.

Avec l'évolution vers une société de contrôle total, le monde serait dominé par une minorité oligarchique, les hommes augmentés, le nouvel « Homo Deus » qui aurait accès à une promesse de bonheur et d'immortalité (voir le livre de Yuval Noah Harari, Homo Deus) grâce au transhumanisme. L'immense majorité des « inutiles » seraient ramenés au statut de « parasites ».

Cette volonté de contrôle, de puissance et de démesure s'effectue contre les peuples, ouvrant la porte vers de nouvelles formes de colonialisme (voir le livre de Xavier Ricard Lanata, La tropicalisation du monde, Puf, 2019), voire de nouveaux types de génocides. La population est donc face à un choix existentiel : sacrifier volontairement sa liberté et devenir une victime consentante de ce système, ou bien lutter contre ce système pathocratique pour retrouver son identité d'être humain, construire collectivement un nouveau projet de société et élaborer de nouvelles institutions à même de porter ce projet.

Association « Citoyens libres des Pyrénées »

<https://citoyenslibresdespyrenees.fr>